

REGION AFRIQUE: FAITS MARQUANTS

Que représente le marché mondial du carbone pour l'Afrique?

Le financement au niveau mondial des projets relatifs à la réduction des émissions de carbone (CO₂), souvent appelé marché du carbone, pourrait aider l'Afrique à réduire la déforestation. Le continent est, en effet, mal placé pour tirer parti du **Mécanisme pour un développement propre**. Ce mécanisme, mis en place dans le cadre de la Convention de Kyoto, est avantageux pour les pays qui doivent réduire leurs émissions de CO₂. Il leur offre, en effet, la possibilité de remplacer cette réduction très onéreuse chez eux, par des investissements dans des projets de réduction des émissions de carbone dans les pays en développement

- L'Afrique n'émet pas beaucoup de gaz industriel à effet de serre qu'il faille réduire. Aussi n'a-t-elle pas jusque là, tiré grand profit du mécanisme pour un développement propre.
- Pour tirer profit du marché du carbone, les pays africains se doivent de résoudre certains problèmes fondamentaux de gouvernance.

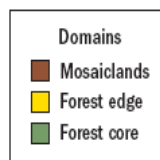
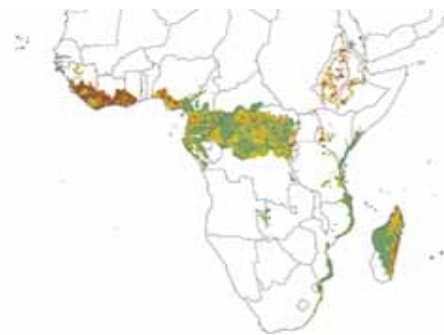
Pour une stratégie mieux ciblée de la forêt tropicale en Afrique.

Le rapport s'applique essentiellement aux forêts tropicales (comme indiqué ci-dessous), où les ressources forestières font l'objet d'une compétition particulièrement vive entre leurs différentes utilisations, et où aussi les problèmes environnementaux sont les plus graves. Mais il s'applique aussi aux savanes boisées (qu'on retrouve beaucoup en Afrique subsaharienne).

Afin de faciliter l'analyse des politiques, le rapport identifie trois catégories de forêts:

- **Les terres mosaïques**, y compris certaines régions de Madagascar, les forêts de basse altitude d'Afrique occidentale, etc.
- **Les zones frontières et litigieuses**, qu'on trouve à la périphérie des forêts (une grande partie des forêts tropicales africaines)
- **les terres situées au-delà des grandes régions agricoles**, et qu'on appelle **forêt centrale** (ex : le bassin du Congo)

Les priorités et les implications des différentes politiques forestières varient en fonction des trois types de forêt, peuplées chacune de quelque 30 millions de ruraux.



couleur rouge : terres mosaïques

Jaune : périphérie de forêt

Vert : forêt centrale

Terres mosaïques

Souvent négligées dans les discussions portant sur les politiques forestières, les terres mosaïques de la forêt tropicale sont des zones où coexistent agriculture et forêts, formant ainsi, comme le nom l'indique, une sorte de mosaïque dont la densité de population est souvent élevée.

- Dans ces zones, le défi est de maintenir les fonctions agricoles des terres (pour la fertilité du sol, le bois, la qualité de l'eau, le bois de chauffe et la viande de brousse) tout en préservant l'importante biodiversité mondiale.
- Madagascar et les forêts de basse altitude d'Afrique de l'Ouest, constituent des exemples de terres mosaïques. Ce sont des écosystèmes sensibles où de nombreuses espèces ont vu leur habitat se rétrécir et se fragmenter au point d'être, aujourd'hui, en voie de disparition.

Implications des politiques forestières

A Madagascar, par exemple, où les gains tirés par les populations pauvres du défrichement de la forêt sont souvent infimes et à court terme, il s'est avéré difficile de trouver des solutions politiques à la déforestation et à la pauvreté.

- Les aires protégées ont démontré leur utilité en tant que mesures de réduction de la déforestation mais, leurs apports en termes de recettes et de développement écologique n'ont eu que peu d'impact sur les revenus des populations.
- Le rapport indique que le financement du carbone de la forêt à l'échelle mondiale pourrait être une solution efficace à certains problèmes de Madagascar et bien d'autres pays. La déforestation libère du dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, contribuant ainsi à réchauffer la planète. Bien que la participation du pays au réchauffement planétaire soit infime, un marché mondial pour la réduction des émissions de CO₂ lui offrirait des financements durables pour une gestion pérenne des terres. Un programme pour la réduction des émissions mondiales de carbone pourrait permettre aux paysans, d'améliorer leur productivité agricole sur des terres déjà dégradées tout en préservant l'utilité environnementale, combien irremplaçable, des forêts.
- Selon le rapport, l'émergence de marchés internationaux de carbone peut ouvrir la voie vers de nouvelles approches au financement de la biodiversité à l'échelle mondiale, facteur qui pourrait être mis à profit pour préserver les écosystèmes forestiers des terres mosaïques d'Afrique. Par exemple, les entreprises des pays industrialisés qui détruisent ou dégradent les habitats pourraient en compensation, financer la conservation d'autres habitats, ailleurs. Dans le long terme, le développement de l'écotourisme fondé sur la forêt pourrait permettre d'augmenter les revenus des communautés rurales et d'encourager la conservation de l'environnement.

Frontières et zones litigieuses.

On retrouve ces zones à la lisière des forêts. Elles comprennent une bonne partie de la forêt tropicale africaine et certaines régions de savane.

- La terre appartient théoriquement aux gouvernements mais le contrôle est faible et des intérêts puissants tendent à s'accaparer les ressources forestières et autres. Un contrôle inefficace des forêts nationales par le gouvernement, crée une situation où les communautés et les exploitants forestiers se disputent le contrôle de la terre et détruisent les forêts.
- Sur la base des informations limitées dont on dispose, la conversion de zones forestières en zones agricoles est essentiellement le fait de petits exploitants. Selon la FAO, la

conversion directe de forêts en zones d'agriculture à petite échelle représente 60% des changements dans la vocation des terres en Afrique (FAO 2001). La rentabilité de cette conversion pourrait être négligeable s'il s'agit d'une agriculture de subsistance, mais au contraire fort élevée en cas de conversion vers certaines formes d'agroforesterie.

- La perte des forêts africaines autour des grandes villes reflète souvent une combinaison de plusieurs facteurs tels que l'expansion agricole et la surexploitation des ressources forestières pour la production de charbon de bois.

Implications politiques

Le principal défi est d'instaurer une gouvernance forestière efficace. De manière pratique, il s'agira d'allouer équitablement les richesses forestières, de sauvegarder les intérêts des habitants des forêts, de réaliser un équilibre entre la conversion des forêts à des fins agricoles et la protection des services forestiers, de mettre en place des règles permettant de préserver durablement les forêts sans imposer des restrictions coûteuses à l'accès de populations pauvres aux forêts, tout en empêchant des intérêts particuliers puissants de faire mains basses sur ces précieuses ressources.

Le Cameroun est l'un des pays qui s'est engagé dans cette direction (bien que ce ne soit pas encore une réussite totale). Les principales réformes du gouvernement ont porté sur:

- l'embauche d'observateurs indépendants sur fonds des bailleurs de fonds pour veiller à l'application de la législation forestière
- une allocation transparente des concessions forestières,
- l'introduction de réformes de la taxation forestière
- l'allocation de droits de coupe aux communautés locales,
- L'utilisation du patrimoine forestier à plusieurs fins y compris la conservation et la production durables,
- la mise en place de forêts communautaires.

Ces réformes ont, entre autres, permis:

- Un examen public beaucoup plus minutieux des opérateurs forestiers et du gouvernement
- Un meilleur contrôle de l'exploitation du bois.
- La distribution aux structures gouvernementales et aux communautés locales de plus de 10 millions de dollars EU par an, de royalties sur les forêts, pour leur développement.
- Des changements de propriétaires dans plus de 15 compagnies, avec pour conséquence un renforcement de l'efficacité des entreprises, plus de respect des lois et une plus grande participation nationale au capital.

La forêt centrale

La forêt centrale comprend la partie centrale du bassin du fleuve Congo en république démocratique du Congo (RDC) et au Gabon.

- Une grande partie de cette zone sera tôt ou tard soumise à des pressions diverses. La RDC constitue un bon exemple: les améliorations indispensables du réseau routier pourraient encourager la conversion de zones forestières en zones agricoles et une surexploitation des viandes de brousse.

II- Implications politiques

- La priorité dans les forêts situées au-delà des frontières, est de planifier maintenant une approche rationnelle à la gestion des terres. Des progrès importants ont été réalisés, avec la création, par exemple, de 11 nouveaux parcs nationaux au Gabon. Mais avant que les pressions se déclenchent ou n'augmentent et que les différents acteurs décident de camper sur leurs positions respectives, il faut que les gouvernements entreprennent des efforts pour améliorer la gestion des forêts.
- **La planification des réseaux routiers et des aires protégées** devrait utiliser des méthodes technologiques plus robustes de manière à assurer un arbitrage efficace entre des intérêts divergents.